



Numéro PPQ/9427

vendredi 10 avril 2015

## **Les grands titres:**

- Au Panama, Ban Ki-moon appelle les entreprises à soutenir le nouveau programme de développement de l'ONU
- Syrie : l'ONU s'inquiète de la flambée de violence au camp palestinien de Yarmouk
- Yémen : la crise humanitaire « s'aggrave d'heure en heure », selon l'ONU
- Mali : le Conseil de sécurité de l'ONU salue la signature d'un projet d'accord de paix
- L'ONU appelle à une action urgente contre l'épuisement irréversible des ressources en eaux souterraines
- Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme annonce sa visite au Burundi
- Centrafrique : la MINUSCA condamne une manifestation violente contre l'un de ces camps
- Afghanistan : l'ONU condamne une série d'attaques meurtrières

## **Au Panama, Ban Ki-moon appelle les entreprises à soutenir le nouveau programme de développement de l'ONU**



**10 avril** - En visite au Panama, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé vendredi les entreprises à jouer un rôle essentiel lors de la tenue de plusieurs forums internationaux importants qui auront lieu en 2015.

« Le nouveau programme de développement mondial et la bataille contre le changement climatique nécessiteront des ressources, de la technologie et des forces vives », a déclaré M. Ban aux chefs d'entreprise réunis à Panama à l'occasion du Sommet des Amériques, ajoutant que les sources de financement et partenariats privés seront déterminants pour

l'obtention de résultats tangibles.

M. Ban a fait part de sa conviction qu'il existait une prise de conscience croissante du lien entre la santé des entreprises et la santé des sociétés, mentionnant notamment la tendance actuelle des entreprises à financer des initiatives socialement responsables, à délaisser progressivement les énergies fossiles et à augmenter les salaires minimums dans le monde entier.

« Le principe de responsabilité sociale et environnementale s'imprègne progressivement dans la société et est de plus en plus intégré au sein des normes et pratiques stratégiques de l'entreprise », a salué le Secrétaire général. « Cette évolution transforme les marchés de l'intérieur – et pour le mieux. Nous devons poursuivre sur cette lancée, et convaincre les compagnies qui font passer les profits avant les progrès ».

Dans ce qu'il a qualifié d'année de l'action mondiale, M. Ban a souligné la nécessité en 2015 de réduire les inégalités, promouvoir la prospérité et l'équité et protéger l'environnement.

« Avec le soutien des entreprises pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable, nous pouvons transformer notre monde », a-t-il dit. « Notre Pacte mondial compte aujourd'hui plus de 8.000 entreprises et 4.000 organisations non-commerciales, avec des réseaux locaux dans 86 pays – dont beaucoup en Amérique latine ».

Le Secrétaire général a déclaré que l'activité économique avait été un élément important de la solution à plusieurs grands



défis mondiaux et il a remercié les dirigeants réunis à Panama pour leurs efforts en vue de faire de 2015 une année historique.

Pour ce faire, a-t-il ajouté, quatre éléments seront essentiels : les entreprises devraient communiquer et soutenir les objectifs de développement durable, aider à la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015, mobiliser des financements pour le développement et aider la communauté internationale à parvenir à un accord universel significatif sur l'action climatique à Paris.

« Les entreprises peuvent inciter les gouvernements à soutenir des politiques réglementaires intelligentes et les objectifs de réduction des émissions », a mentionné M. Ban à titre d'exemple. « Le monde a besoin que les entreprises et les investisseurs du monde entier assument leur responsabilité pour répondre aux besoins des gens aujourd'hui, tout en transformant nos perspectives d'avenir ».

## Syrie : l'ONU s'inquiète de la flambée de violence au camp palestinien de Yarmouk



**10 avril** - Alors que la violence dans le camp de Yarmouk, en Syrie, s'intensifie, les résidents de ce camp de réfugiés palestiniens sont plongés dans les « bas-fonds de l'enfer » au milieu des batailles rangées entre groupes armés, a déploré vendredi le porte-parole de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), Christopher Gunness.

« La communauté mondiale ne doit pas rester le témoin silencieux de ce qui risquerait bien de tourner au massacre, selon les mots d'avertissement prononcés par le Secrétaire général de l'ONU » lors d'une conférence de presse organisée la veille au siège de l'Organisation à New York, a déclaré M. Gunness aux journalistes par téléphone de Jérusalem.

Depuis le 1er avril, Yarmouk a été le théâtre d'intenses combats entre groupes armés et les résidents font désormais face à une double menace entre, d'un côté, les extrémistes de l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIL), à l'intérieur du camp et, de l'autre, les forces gouvernementales faisant le siège à l'extérieur, au point qu'il est pratiquement impossible pour les civils de quitter Yarmouk.

Selon l'UNRWA, cette zone résidentielle à l'intérieur de laquelle réside 18.000 habitants, dont 3.500 enfants, est tributaire des distributions irrégulières de nourriture et d'autres secours de l'agence onusienne.

M. Gunness a déclaré que l'UNRWA restait « profondément préoccupé » par le manque d'accès humanitaire au camp, soulignant que Yarmouk était déjà mal desservi avant le déclenchement des hostilités.

Dans un camp assiégé où les femmes enceintes meurent durant l'accouchement en raison du manque de médicaments et où les enfants meurent de malnutrition, l'escalade de la violence a rendu la situation intenable, a-t-il ajouté.

« Alors que les combats s'intensifient, l'UNRWA exige de tous les groupes armés à l'intérieur de Yarmouk qu'ils respectent leur obligation d'assurer la protection des civils », a poursuivi le porte-parole. « L'UNRWA demande en outre la création de conditions de sécurité suffisantes pour que l'agence soit en mesure de fournir une assistance humanitaire vitale ».

Selon les estimations de l'UNRWA, des groupes armés ont pris le contrôle de plus de la moitié du camp et 95% de la population de Yarmouk vit désormais dans les zones contrôlées par ces groupes. Dans le même temps, des bombardements aériens ont encore aggravé la situation.

## Yémen : la crise humanitaire « s'aggrave d'heure en heure », selon l'ONU



**10 avril** - La situation humanitaire au Yémen « s'aggrave d'heure en heure », a déploré vendredi le Coordonnateur humanitaire des Nations Unies pour le pays, Johannes van der Klaauw, soulignant que l'escalade récente du conflit met des millions de personnes en danger de mort.

« Nous ne devons pas oublier que le conflit actuel au Yémen intervient dans le contexte d'une crise humanitaire prolongée, dont l'ampleur et la complexité en font l'une des plus importantes au monde », a déclaré M. van der Klaauw à la presse à Genève, en Suisse.

« C'était déjà le cas auparavant, et le conflit actuel a aggravé la situation et a rendu la population encore plus vulnérable », a-t-il ajouté, soulignant qu'avant la montée en puissance des combats ces dernières semaines, 16 des 25 millions d'habitants du Yémen avaient déjà besoin d'une assistance humanitaire.

Les attaques au sol et les frappes aériennes qui s'étendent désormais à la plupart du territoire viennent rapidement à bout « du peu qu'il restait » de services de base, y compris l'accès aux soins de santé, à l'eau potable et à la nourriture, a précisé le Coordonnateur humanitaire.

De plus, M. van der Klaauw a insisté sur le fait que des milliers de familles yéménites ont dû fuir leur domicile en raison des combats, donnant lieu à des déplacements de population en direction de Djibouti et de la Somalie.

« Nous faisons de notre mieux pour fournir des services d'assistance et de protection, dans la mesure du possible, grâce au personnel national des Nations Unies et d'ONGs [organisations non gouvernementales] internationales, ainsi que via un solide réseau d'ONGs nationales, implantées dans les communautés », a déclaré M. van der Klaauw.

Le Coordonnateur humanitaire de l'ONU au Yémen a ainsi appelé à « une pause humanitaire immédiate » dans les combats afin que les travailleurs humanitaires soient en mesure de fournir une aide d'urgence en toute sécurité dans l'ensemble des zones touchées par le conflit. M. van der Klaauw a également exhorté toutes les parties à protéger les populations et infrastructures civiles.

## Mali : le Conseil de sécurité de l'ONU salue la signature d'un projet d'accord de paix



**10 avril** - Suite à sa réunion du 9 avril sur la situation au Mali, le Conseil de sécurité de l'ONU a salué vendredi la signature d'un projet d'accord de paix et de réconciliation dans le pays, le 1er mars 2015.

Ce projet d'accord, qui a été paraphé par les représentants du gouvernement malien, la coalition de groupes armés Plateforme et tous les membres de l'équipe de Médiation internationale, est une « étape cruciale pour parvenir à une paix durable au Mali », s'est félicité dans une déclaration à la presse le Conseil, qui a qualifié l'accord « d'équilibré et

global ».

Les membres du Conseil de sécurité ont salué le rôle joué par l'Algérie et d'autres membres de l'équipe de Médiation internationale pour leurs efforts continus afin d'aider les parties maliennes à établir une paix durable dans le pays.

Le Conseil de sécurité a en outre exhorté la Coordination des mouvements armés à parapher le projet d'accord et a appelé tous les acteurs disposant d'une influence sur les parties maliennes à œuvrer en ce sens.

Le Conseil des 15 membres a encouragé les parties à « saisir cette occasion historique et à continuer de participer de

manière constructive, avec une volonté politique soutenue et de bonne foi » au processus de paix, notamment par la mise en œuvre « effective, complète et sincère » des modalités de l'accord.

Les membres du Conseil de sécurité ont précisé que la responsabilité de la mise en œuvre complète et fidèle d'un accord de paix incombe aux parties maliennes, soutenues par l'équipe de Médiation internationale et la communauté internationale.

Les membres du Conseil de sécurité ont cependant exprimé leur profonde préoccupation face à la situation sécuritaire volatile dans le Nord du Mali et la poursuite de violents affrontements et d'attaques, y compris contre la Mission des Nations Unies multidimensionnelle intégrée de stabilisation au Mali (MINUSMA), dans l'ensemble du pays.

Les membres du Conseil de sécurité ont exhorté toutes les parties à mettre en œuvre rapidement toutes les mesures de confiance nécessaires pour faciliter l'application du cessez-le-feu, en coordination avec la MINUSMA.

Les membres du Conseil de sécurité ont ainsi réitéré leur demande aux parties de s'abstenir de toute action susceptible de mettre en péril les perspectives de paix. A cet égard, ils ont réaffirmé leur volonté d'envisager des mesures appropriées, y compris des sanctions ciblées, contre ceux qui violent le cessez-le-feu.

## L'ONU appelle à une action urgente contre l'épuisement irréversible des ressources en eaux souterraines



Photo ONU/Martine Perret

**10 avril** - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Banque mondiale, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et l'Association internationale des hydrogéologues ont appelé vendredi la communauté internationale à agir d'urgence pour empêcher la dégradation et l'épuisement des ressources en eaux souterraines.

En prévision du 7<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau (World Water Forum), qui se tiendra du 12 au 17 avril 2015 en Corée du Sud, ces cinq organisations ont proposé aux gouvernements un ensemble de principes permettant une meilleure gestion des eaux souterraines. Vision 2030 et le Cadre d'action mondial, qui seront lancés lors du Forum, constituent un appel pressant pour une action collective et responsable de la part des gouvernements et de la communauté internationale en vue de garantir l'utilisation durable des eaux souterraines.

« Pendant longtemps, la gouvernance des eaux souterraines a été négligée par les politiques, ce qui a entraîné la dégradation et l'épuisement progressif de cette ressource essentielle », a regretté la FAO dans un communiqué de presse, soulignant qu'au plan mondial, les prélèvements d'eau souterraine ont triplé au cours du dernier demi-siècle et plus d'un quart des prélèvements actuels ne sont pas durables.

Selon l'agence onusienne, la pollution des eaux souterraines se généralise et menace à la fois l'homme et l'environnement. La plupart des aquifères urbains connaissent des problèmes d'assainissement alors que les aquifères côtiers sont exposés aux intrusions d'eau salée. La pollution industrielle, les pesticides et les engrais s'infiltrent dans les nappes phréatiques et les réservoirs.

« Certaines zones, en particulier celles à faible pluviométrie, sont à risque plus que d'autres », a expliqué la FAO, ajoutant que l'intensité des retraits est plus élevée dans de grandes parties de la Chine, de l'Inde, du Pakistan, du Bangladesh, de l'Iran, des États-Unis, du Mexique et de l'Europe. Cela pourrait, selon l'agence, entraîner à terme la perte des réserves d'eau douce à un moment où le stockage des eaux souterraines est essentiel pour assurer la sécurité de l'eau et l'adaptation au changement climatique.

« Depuis la nuit des temps, l'homme a puisé l'eau du sol. Mais nous sommes passés du village aménagé autour d'un puits à des villes entières et à des industries érigées autour de nappes d'eaux souterraines », a quant à lui déclaré le Directeur des ressources en eau au sein du Groupe de la Banque mondiale, Junaid Ahmad. « Nous avons appris à creuser toujours plus profond, à pomper de plus en plus fort et à transformer les déserts en corbeilles à pain. Mais nous n'avons pas été capables d'augmenter la vitesse à laquelle nos eaux souterraines se reconstituent, et nous ne devrions pas être surpris quand nos puits seront à sec. Autant que ce que nous avons investi dans les pompes et les cultures, nous devons à présent investir dans la

gouvernance des eaux souterraines ».

En outre, l'eau souterraine est indispensable à la réduction de la pauvreté et au partage de la prospérité, a expliqué la responsable du FEM, Naoko Ishii.

« Nous ne pouvons plus tenir pour acquise cette source invisible mais vitale; une action urgente est nécessaire pour assurer sa disponibilité à long terme. Nous avons hâte de collaborer avec les organismes partenaires et les pays pour assurer la disponibilité de l'eau pour la consommation, les villes, l'énergie et les utilisations industrielles des générations futures », a-t-elle dit.

« L'action collective et coordonnée s'impose d'urgence pour protéger et prolonger l'intégrité de nos aquifères », a soutenu le Directeur de la Division des terres et des eaux de la FAO, Moujahed Achouri. « Le coût de l'inaction serait exorbitant. Vision 2030 et le Cadre d'action mondial constituent un appel urgent aux décideurs afin qu'ils agissent immédiatement en prenant les bonnes décisions politiques pour atteindre des objectifs communs de développement économique et social à l'échelle mondiale ».

De son côté, la Directrice générale de l'UNESCO, Mme Irina Bokova, a affirmé que pour que la gouvernance des eaux souterraines devienne réalité, il convient de favoriser la coopération entre les pays, en particulier sur les aquifères transfrontières. « L'eau influe directement sur notre avenir; nous devons travailler de concert pour gérer plus durablement cette précieuse ressource », a dit Mme Bokova.

## Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme annonce sa visite au Burundi



**10 avril** - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a annoncé jeudi qu'il entreprendrait une visite officielle au Burundi le dimanche 12 avril, pour une mission de quatre jours.

Il s'agit là de sa première visite officielle dans un pays en sa qualité de chef des droits de l'homme de l'ONU. A cette occasion, le Haut-Commissaire rencontrera le Président du Burundi ainsi que de nombreuses autorités de premier plan, notamment le Ministre des relations extérieures et de la coopération internationale et le Ministre en charge des droits de l'homme. Il rencontrera également le Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), le bureau de la Commission vérité et réconciliation, le Président de l'Assemblée nationale, le Président de la Commission électorale nationale indépendante, le Président de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, des membres de la société civile, des partis politiques et du corps diplomatique.

Au cours de sa mission, M. Zeid se rendra à Gitega pour visiter le Centre Humura qui prend soin des victimes de violence domestique. Le 15 avril 2015, le Haut-Commissaire prendra part à une table ronde sur le thème des droits de l'homme et des élections au Burundi.

A la fin de sa visite, M. Zeid tiendra une conférence de presse, le mercredi 15 avril, dans la salle de conférence de la Mission électorale des Nations Unies au Burundi (MENUB).

Le nouveau Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme au Burundi a été mis en place le 1er janvier 2015 et a continué le travail de surveillance, de reportage ainsi que les activités de coopération technique dont s'occupait la Section des droits de l'homme et de justice alors intégrée dans le Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB), dont le mandat s'est achevé en décembre 2014.

## Centrafrique : la MINUSCA condamne une manifestation violente contre l'un de ses camps



**10 avril** - La Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a condamné vendredi l'attaque perpétrée par plusieurs centaines de manifestants contre un de ses camps, à 342 kilomètres de Bangui.

Selon un communiqué rendu public par la MINUSCA, entre 300 et 400 manifestants auraient pris d'assaut son camp de Kaga-Bandoro dans la matinée du vendredi 10 avril 2015.

« Les Casques bleus ont tenté de contenir la foule qui voulait forcer la barrière de l'entrée du camp en y mettant le feu », a déclaré la Mission de l'ONU en République centrafricaine, ajoutant qu'au cours de ces incidents, des manifestants, munis d'armes blanches, ont jeté des projectiles sur les soldats de la MINUSCA, blessant plusieurs d'entre eux, dont certains grièvement.

« Face à l'ampleur de l'attaque, les Casques bleus ont dû réagir par des tirs de sommation. On déplore un mort et plusieurs blessés du côté des assaillants. Tous les blessés sont admis à l'hôpital de la MINUSCA à Kaga-Bandoro où ils reçoivent les soins appropriés », a précisé la MINUSCA.

Il s'agit là de la seconde attaque contre la MINUSCA en une semaine dans une ville où les relations ont toujours été cordiales avec les populations.

La MINUSCA a vivement déploré ces incidents et a décidé d'ouvrir immédiatement une enquête pour déterminer les circonstances exactes dans lesquelles un Centrafricain a trouvé la mort et plusieurs autres ont été blessés.

Elle a présenté ses condoléances à la famille du défunt et souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

En cette période de transhumance marquée par des tensions communautaires dans la préfecture de la Nana-Gribizi, la MINUSCA a tenu à réaffirmer son engagement au service des populations en vue de contribuer à calmer la situation.

## Afghanistan : l'ONU condamne une série d'attaques meurtrières



**10 avril** - La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a condamné vendredi le meurtre d'au moins 18 civils au cours des dernières 24 heures, durant trois attaques distinctes.

Selon la presse, le jeudi 9 avril, le Bureau du Procureur de la quatrième plus grande ville d'Afghanistan, Mazâr-e Charff, a été attaqué. Le jour suivant, dans la matinée de vendredi, deux autres incidents ont eu lieu, le premier impliquant un kamikaze dans la ville de Jalalabad, et le second, l'explosion d'une bombe dans la province de Ghazni.

« Ces incidents soulignent une fois de plus la réalité tragique à laquelle sont confrontés les civils afghans, victimes de l'usage inconsidéré de la violence », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afghanistan et chef de la MANUA, Nicholas Haysom.

« Les meurtre de civils et l'utilisation aveugle d'engins explosifs improvisés doivent cesser immédiatement », a-t-il exhorté.

Les engins explosifs improvisés ont été la deuxième cause de pertes civiles en Afghanistan au cours de l'année 2014. Le droit international humanitaire interdit expressément l'utilisation d'armes dont les effets ne peuvent être limités et les attaques non dirigées contre un objectif militaire spécifique.

Le 12 avril, la MANUA publiera ses derniers chiffres concernant les victimes civiles en Afghanistan pour le premier trimestre 2015.